

Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2013



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dettes financières de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -93,61 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2013 s'élève à -93,61 Md € contre -97,68 Md € à fin août 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par une hausse des

recettes (+9,84 Md €) en partie compensée par une augmentation des dépenses du budget général (+5,57 Md €). Le solde des comptes spéciaux demeure à un niveau comparable à l'an passé.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 203,58 Md €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 4,92 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Défense** : 3,04 Md € dont 1,99 Md € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » et 0,66 Md € au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,42 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,77 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,64 Md € ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,40 Md € dont 0,82 Md € au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi ».

Les dépenses nettes à fin août 2013 s'élèvent à 203,58 Md € contre 198,01 Md € à fin août 2012 à périmètre constant. Cette hausse est essentiellement due aux dépenses de fonctionnement (+6,35 Md € dont 3,26 Md € de dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité et 1,62 Md € d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement) ainsi qu'aux dépenses de personnel (+1,33 Md € dont 1,79 Md € de cotisations et contributions sociales). Par ailleurs, les charges de la dette et les dépenses d'intervention diminuent respectivement de 1,50 Md € et de 1,02 Md € par rapport à l'année dernière.

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 136,86 Md €

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,14 Md € ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,48 Md € dont 0,64 Md € de mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,18 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales : -4,49 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,67 Md €.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 180,27 Md €

Elles s'élevaient à 166,69 Md € à périmètre constant à fin août 2012, soit une augmentation de 13,59 Md €. Cette hausse concerne notamment l'IR (+6,17 Md €) et l'IS (+3,83 Md €). On note également l'augmentation des autres impôts directs et taxes assimilées par rapport à 2012 (+1,92 Md €). En effet, l'impôt de solidarité sur la fortune est en hausse de 1,18 Md € par rapport à l'an passé. Les recettes diverses ont également augmenté (+2,49 Md €) notamment en raison des créations de la contribution additionnelle à l'IS sur les montants

de dividendes distribués (+1,05 Md €) et de la contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance (+0,89 Md €) et du fait de l'augmentation du taux de la taxe de risque systémique sur les banques (+0,39 Md € par rapport à l'an dernier). Par ailleurs, les recettes de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes baissent de 1,68 Md € sur un an.

Recettes non fiscales : 8,09 Md €

Les recettes non fiscales à fin août 2013 s'élèvent à 8,09 Md € contre 8,47 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique principalement par les baisses des redevances d'usage des fréquences radioélectriques de 1,32 Md € (recette exceptionnelle en 2012 relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de

fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine) et des recettes accidentelles de 0,47 Md € (recette exceptionnelle liée aux francs non échangés encaissée en 2012), compensées par la hausse des dividendes et recettes assimilées (+1,30 Md €).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -53,95 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -53,95 Md € à fin août 2013 contre -50,50 Md € à fin août 2012. Cette évolution est imputable à la

hausse des prélèvements au profit de l'Union européenne de 3,27 Md €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -26,89 Md €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,52 Md € et des recettes pour 2,31 Md €. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » laisse apparaître des dépenses d'un montant de 0,81 Md € correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 0,75 Md € de recettes au

titre de l'abondement relatif à la fraction de TVA affectée aux organismes sociaux. Le compte « **Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs** » enregistre des recettes pour 0,29 Md € correspondant aux encaissements de la taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires et de la contribution de solidarité territoriale.

Au 31 août 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -26,89 Md € contre -26,69 Md € en août 2012

Dettes financières de l'Etat au 31 août : 1 446,63 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 87,62 Md €) et les BTF (émissions nettes de

12,86 Md €). Le montant des BTAN a diminué de 45,22 Md € depuis le début de l'exercice.



☞ Le compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres »

Créé par la loi de finances initiale pour 2012, le compte d'affectation spéciale « **Aides à l'acquisition de véhicules propres** » retrace les opérations issues du mécanisme de bonus-malus, décidé dans le cadre du Grenelle de l'environnement. Il vise trois objectifs :

- inciter les acheteurs de véhicules neufs à changer leur comportement d'achat pour privilégier les véhicules à faible émission de CO₂ et favoriser ainsi la modification de la structure du parc automobile ;
- stimuler l'innovation technologique des constructeurs en les encourageant à cibler leur offre sur les produits les plus propres ;
- accélérer le renouvellement du parc automobile afin de retirer du parc les véhicules les plus anciens qui sont aussi les plus polluants.

Les recettes de ce compte comportent le produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules, déduction faite des frais d'assiette et de recouvrement. Cette taxe est due sur le premier certificat d'immatriculation délivré en France pour un véhicule de tourisme (voitures particulières et véhicules à usages multiples destinés au transport de voyageurs et de leurs bagages ou de leurs biens). La taxe est assise, pour les véhicules ayant fait l'objet d'une réception communautaire, sur le nombre de grammes de dioxyde de carbone émis par kilomètre ou pour les autres véhicules, sur la puissance fiscale. La réception communautaire dite réception CE,

est destinée à constater qu'un véhicule ou un type de véhicule, de système ou d'équipement satisfait aux prescriptions techniques exigées pour sa mise en circulation. Le tarif de la taxe est également déterminé par l'année d'acquisition du véhicule.

Les dépenses sont déclinées en deux programmes :

- le programme « Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres » qui concentre les crédits destinés au versement du bonus écologique. Ce bonus est fonction du taux d'émission de dioxyde de carbone au kilomètre et du fonctionnement du véhicule (produits pétroliers, électricité ou hybride).
- Le programme « Contribution au financement de l'attribution d'aides au retrait de véhicules polluants » regroupe les crédits destinés à l'allocation du « super-bonus » versé pour l'acquisition d'un véhicule propre et la destruction d'un véhicule de plus de 15 ans.

Ces aides peuvent être versées à l'achat ou à la location sur demande auprès de l'Agence de services et de paiement (ASP).

En loi de finances initiale, les dépenses et les recettes ont été évaluées à 0,40 Md €. Au 31 août 2013, les montants comptabilisés en dépenses et en recettes s'élèvent respectivement à 0,18 Md € et 0,19 Md €.



	Mois	Cumul à fin août		Renvoi Page	
	Août	2013	2012 retraité 2012 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-12 792	-93 612	-97 676	-97 672	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	15 928	203 584	198 014	197 963	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	8 208	136 861	127 026	126 979	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	175	40 908	34 738	34 738	
- IS *	-110	23 196	19 362	17 578	
- TVA	11 143	89 503	88 651	88 649	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 072	-26 889	-26 688	-26 688	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-830	96 151			18
Dettes financières de l'Etat	-8 145	1 446 633			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Dépenses de personnel	9 811	81 167	79 835	80 085
Dépenses de fonctionnement	2 023	39 628	33 281	32 985
Charges de la dette de l'Etat	135	28 198	29 698	29 698
Dépenses d'investissement	726	8 046	7 769	7 763
Dépenses d'intervention	3 217	44 325	45 342	45 343
Dépenses d'opérations financières	16	1 228	1 092	1 092
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	15 928	203 584	198 014	197 963
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	13 640	180 274	166 685	166 256
Recettes non fiscales	295	8 086	8 473	8 855
Prélèvements sur recettes	-6 155	-53 950	-50 504	-50 504
Fonds de concours	428	2 451	2 372	2 372
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	8 208	136 861	127 026	126 979
Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)	14 363	190 811	177 530	177 483
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-7 720	-66 723	-70 988	-70 984
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	387	3 759	2 492	2 492
Solde des comptes de concours financiers	-5 409	-30 659	-29 091	-29 091
Solde des comptes de commerce	-90	-31	-143	-143
Solde des comptes d'opérations monétaires	-93	-2	-30	-30
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 072	-26 889	-26 688	-26 688
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-12 792	-93 612	-97 676	-97 672



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€. Août	2013	2012 retraité	2012 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 811	81 167	79 835	80 085
Rémunérations d'activité	5 680	46 247	46 719	46 815
Cotisations et contributions sociales	4 064	34 385	32 592	32 767
Prestations sociales et allocations diverses	67	535	524	503
AUTRES TITRES	6 117	122 417	118 179	117 878
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 023	39 628	33 281	32 985
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 595	19 131	13 413	13 288
Subventions pour charges de service public	428	20 497	19 868	19 697
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	135	28 198	29 698	29 698
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	135	28 198	29 698	29 698
Titre 5 - Dépenses d'investissement	726	8 046	7 769	7 763
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	582	6 911	6 681	6 677
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	144	1 135	1 088	1 086
Titre 6 - Dépenses d'intervention	3 217	44 325	45 342	45 343
Transferts aux ménages	430	17 438	17 066	17 041
Transferts aux entreprises	708	6 536	6 752	6 761
Transferts aux collectivités territoriales	970	5 647	5 841	5 834
Transferts aux autres collectivités	1 110	14 702	15 680	15 704
Appels en garantie	0	3	3	3
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	16	1 228	1 092	1 092
Prêts et avances	3	238	161	161
Dotations en fonds propres	13	372	328	328
Dépenses de participations financières	0	618	603	603
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	15 928	203 584	198 014	197 963



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2013		Cumul à fin août 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	226	226	2 193	1 966	2 006
Action de la France en Europe et dans le monde	194	160	1 290	1 202	1 175
Diplomatie culturelle et d'influence	12	47	637	504	544
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	19	266	260	271
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	16
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	176	200	1 762	1 732	1 803
Administration territoriale	134	146	1 149	1 122	1 077
Vie politique, culturelle et associative	1	1	144	145	269
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	41	53	469	466	457
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)	143	293	2 278	2 175	2 331
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	50	196	1 212	1 154	1 261
Forêt	2	2	251	213	259
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	32	35	338	328	332
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	60	60	476	480	479
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	126	58	1 641	2 100	2 119
Aide économique et financière au développement	22	15	288	821	827
Solidarité à l'égard des pays en développement	104	43	1 353	1 279	1 292
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	13	13	2 275	2 254	2 342
Liens entre la Nation et son armée	7	8	66	70	68
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	6	5	2 126	2 120	2 210
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	0	82	64	64
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	40	42	432	405	395
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	25	26	254	230	226
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	15	16	138	136	132
Haut Conseil des finances publiques (1)	0	0	0	0	0
CULTURE	107	209	1 855	1 660	1 623
Patrimoines	21	94	543	467	428
Création	18	39	596	521	533
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	69	76	716	672	662
DEFENSE	2 445	3 041	23 843	29 060	27 554
Environnement et prospective de la politique de défense	134	167	1 071	1 283	1 181
Préparation et emploi des forces	1 732	1 988	15 800	16 558	16 153
Soutien de la politique de la défense	245	227	1 607	1 999	1 993
Equippedement des forces	334	660	5 365	9 220	8 227
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	78	100	1 093	717	693
Coordination du travail gouvernemental	46	55	684	320	290
Protection des droits et libertés	5	5	48	52	55
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	28	39	361	346	348
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	574	658	7 016	6 875	7 209
Infrastructures et services de transports	265	347	3 472	3 401	3 716
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	4	13	128	105	113
Météorologie	0	0	159	159	152
Paysages, eau et biodiversité (3)	10	14	187	184	181
Information géographique et cartographique	0	0	70	70	71
Prévention des risques	7	11	151	122	128
Energie, climat et après-mines	26	4	495	459	546
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	262	267	2 354	2 375	2 302



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2013		Cumul à fin août 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	116	132	1 019	942	981
Développement des entreprises et du tourisme (3)	68	82	589	517	562
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	34	35	318	315	307
Stratégie économique et fiscale	13	14	112	111	112
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)	166	235	6 299	5 275	5 323
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	147	166	1 027	802	748
Aide à l'accès au logement	0	0	4 583	3 763	3 890
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	19	69	229	415	270
Politique de la ville (3)	0	0	459	296	415
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	6 658	160	40 280	33 487	30 161
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	135	135	28 198	28 198	29 698
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	3	3	3
Epargne	0	25	678	408	460
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	6 523	0	9 785	3 262	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	0	0	1 617	1 617	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	4 909	4 918	43 236	43 075	42 115
Enseignement scolaire public du premier degré	1 568	1 569	12 601	12 598	12 252
Enseignement scolaire public du second degré	2 464	2 471	20 261	20 248	19 910
Vie de l'élève	170	172	3 038	3 009	2 764
Enseignement privé du premier et du second degrés	498	494	4 982	4 961	4 964
Soutien de la politique de l'éducation nationale	138	143	1 489	1 387	1 365
Enseignement technique agricole	71	69	866	872	860
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	841	889	7 737	7 685	7 754
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	609	641	5 680	5 669	5 714
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	29	18	113	114	127
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	75	87	618	607	596
Facilitation et sécurisation des échanges	115	118	1 125	1 079	1 087
Entretien des bâtiments de l'Etat	12	13	95	81	99
Fonction publique	1	10	105	134	131
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	39	45	467	378	347
Immigration et asile	31	36	417	344	298
Intégration et accès à la nationalité française	8	9	50	34	49
JUSTICE	545	615	4 778	5 015	4 718
Justice judiciaire	206	225	1 981	2 004	1 884
Administration pénitentiaire	264	289	1 794	2 054	1 908
Protection judiciaire de la jeunesse	49	61	523	498	505
Accès au droit et à la justice	11	14	266	263	265
Conduite et pilotage de la politique de la justice	15	25	209	194	154
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	5	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	10	166	874	710	928
Presse	9	115	283	286	288
Livre et industries culturelles	1	52	226	172	174
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	229	116	325
Action audiovisuelle extérieure	0	0	136	136	141



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2013		Cumul à fin août 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	81	64	1 673	1 307	1 232
Emploi outre-mer	19	23	1 260	885	835
Conditions de vie outre-mer	62	41	413	423	397
POLITIQUE DES TERRITOIRES	13	18	159	159	149
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	10	16	135	143	134
Interventions territoriales de l'Etat	3	2	24	15	15
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	998
Présidence de la République	0	0	103	103	109
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	374	272	21 757	19 528	19 728
Formations supérieures et recherche universitaire	72	118	10 524	10 523	10 300
Vie étudiante	1	2	2 078	1 493	1 541
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	15	8	4 397	3 148	3 767
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 272	954	930
Recherche spatiale	0	0	1 348	1 206	1 190
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	257	14	1 269	1 280	952
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	13	87	419	528	651
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	118	118	122
Recherche culturelle et culture scientifique	0	26	102	54	62
Enseignement supérieur et recherche agricoles	16	17	229	224	213
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	155	264	5 151	4 815	5 032
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	38	81	3 239	3 101	3 020
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	724	526	537
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	117	117	1 188	1 188	1 475
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	77	115	2 116	2 027	2 078
Concours financiers aux communes et groupements de communes	34	45	531	404	445
Concours financiers aux départements	2	11	402	397	381
Concours financiers aux régions	27	27	853	823	854
Concours spécifiques et administration	14	32	330	402	398
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 842	7 841	57 293	57 249	60 110
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 522	7 520	53 771	53 724	57 008
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	320	321	3 522	3 525	3 102
SANTE	2	4	1 054	851	930
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	2	4	505	475	519
Protection maladie	0	0	548	376	411
SECURITE	1 385	1 419	11 996	11 631	11 414
Police nationale	765	769	6 474	6 210	6 095
Gendarmerie nationale	610	641	5 451	5 352	5 261
Sécurité et éducation routières (3)	10	9	71	69	58



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2013		Cumul à fin août 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE	21	25	220	231	237
Intervention des services opérationnels	18	21	158	161	131
Coordination des moyens de secours	3	3	62	69	106
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	99	331	12 230	8 683	8 253
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	4	3	365	365	397
Actions en faveur des familles vulnérables	20	22	196	153	146
Handicap et dépendance	9	234	10 478	7 095	6 650
Egalité entre les hommes et les femmes	2	2	14	12	11
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	65	70	1 176	1 058	1 049
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	10	20	421	406	341
Sport	3	10	217	211	206
Jeunesse et vie associative	7	10	204	195	135
TRAVAIL ET EMPLOI	529	1 398	9 095	7 444	7 222
Accès et retour à l'emploi	483	512	5 214	3 866	3 671
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	-15	818	3 322	3 024	3 005
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	1	33	46	54
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	62	67	526	508	492
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	27 804	23 769	273 232	260 833	258 126

(1) programme crée en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	2 644	44 898	39 199	39 199
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	125	1 324	1 025	2 809
Impôt sur les sociétés (C)	440	35 669	32 917	31 133
Impôt sur les sociétés	432	34 867	32 917	31 133
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	8	801	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	497	10 782	8 861	8 861
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	51	399	428	428
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	228	3 801	5 477	5 477
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	150	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	23	23
Impôt de solidarité sur la fortune	69	2 886	1 709	1 709
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	45	79	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	95	100	100
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	3	48	107	107
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	19	11	11
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	19	14	14
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	54	69	69
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	8	4	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	-1	5	3	3
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	3	77	261	261
Recettes diverses	90	3 142	655	655
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 178	8 841	8 982	8 988
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 114	123 873	123 802	123 800
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 482	12 136	12 009	11 576
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	195	367	402	402
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	7	101	117	117
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	11	7	7
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	90	779	1 064	1 064



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€.	Août	2013	2012 retraité
Mutations à titre gratuit par décès	643	5 540	5 000	5 000
Contribution de sécurité immobilière (1)	43	361	433	0
Autres conventions et actes civils	32	316	325	325
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	26	237	247	247
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	9	81	50	50
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	6	94	101	101
Timbre unique	24	127	110	110
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	16	258	259	259
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	4	27	25	25
Taxe générale sur les activités polluantes	2	219	212	212
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	19	20	20
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	23	114	109	109
Autres droits et recettes à différents titres	0	7	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	1	240	240
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	36	34	34
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	33	33	33
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	27	29	29
Taxe de l'aviation civile	7	63	19	19
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	2	27	22	22
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	163	1 250	1 296	1 296
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	60	470	494	494
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	28	251	272	272
Prélèvements sur les paris sportifs	2	81	73	73
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	4	39	44	44
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	61	59	59
Taxe sur les transactions financières	56	449	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	4	20	20
Autres taxes	23	104	309	309
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	21 481	237 523	226 795	226 366
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	13 640	180 274	166 685	166 256

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	4 372	3 070	3 070
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 550	1 058	1 058
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	440	53	53
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	2 382	1 959	1 959
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	108	1 126	2 464	2 464
Revenus du domaine public non militaire	21	162	154	154
Autres revenus du domaine public	3	88	84	84
Revenus du domaine privé	2	31	30	30
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	2	60	1 384	1 384
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	79	764	781	781
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	9	21	21
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	0	11	10	10
Produits de la vente de biens et de services (C)	74	607	646	646
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	37	243	262	262
Autres frais d'assiette et de recouvrement	32	316	326	326
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	4	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	4	37	46	46
Autres recettes diverses	1	7	11	11
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	9	282	331	331
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	156	167	167
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	7	10	10
Intérêts des autres prêts et avances	3	28	32	32
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	4	70	93	93
Autres avances remboursables sous conditions	0	5	5	5
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	7	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	9	10	10



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	29	423	551	551
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	3	194	339	339
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	8	10	10
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	5	18	18
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	21	205	157	157
Frais de poursuite	1	8	26	26
Frais de justice et d'instance	1	3	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
Divers (F)	75	1 276	1 411	1 793
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	11	211	246	246
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	18	99	85	85
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	41	5	396
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	74	61	61
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	6	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	2	2
Récupération d'indus	3	23	35	26
Recouvrements après admission en non-valeur	17	118	118	118
Divers versements de l'Union européenne	0	39	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	12	3	3
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	22	19	19
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	56	56
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	8	155	627	627
Produits divers	3	30	80	80
Autres produits divers	10	429	56	56
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	295	8 086	8 473	8 855



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 487	-36 813	-36 641	-36 641
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 189	-28 805	-28 631	-28 631
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-10	-10	-10
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-12	-3	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-435	-2 350	-2 482	-2 482
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-260	-1 467	-1 385	-1 385
Dotations élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-36	-2	-2
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-64	-230	-263	-263
Dotations régionales d'équipement scolaire	-98	-557	-576	-576
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-2	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-1	-61	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-261	-2 262	-2 280	-2 280
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-95	-623	-563	-563
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-21	-44	-52	-52
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-62	-279	-324	-324
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	-2	-2	-2
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011	0	-5	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	-1	-2	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 668	-17 137	-13 863	-13 863
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 155	-53 950	-50 504	-50 504
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	419	2 191	2 191	2 191
Fonds de concours - coopération internationale	9	260	181	181
TOTAL FONDS DE CONCOURS	428	2 451	2 372	2 372

(1) Ligne créée en 2013



unité : million d'€.

	Mois d'août		Cumul à fin août					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 162	5 549	44 426	38 617	48 185	41 109	3 759	2 492
Aides à l'acquisition de véhicules propres	31	26	176	89	193	165	18	76
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	19	135	699	720	1 030	942	331	222
Développement agricole et rural	3	7	88	90	111	108	23	18
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	7	32	216	156	247	245	32	89
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	125	4	271	41	671	637	400	596
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	24	30	171	217	281	378	111	161
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	27	0	150	919	0	1 320	-150	401
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	599	0	1 006	0	407	0
Participations financières de l'Etat	3	0	5 762	868	5 697	574	-65	-294
Pensions	4 923	5 026	36 296	35 482	38 624	36 460	2 329	978
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	290	0	35	325	280	325	245
Comptes de concours financiers	8 618	3 209	69 136	60 510	38 477	31 419	-30 659	-29 091
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	17	150	-15	47	30	-103	45
Avances à l'audiovisuel public	287	127	2 298	2 193	1 194	1 123	-1 105	-1 070
Avances aux collectivités territoriales	7 522	2 313	60 300	57 835	30 851	30 066	-29 449	-27 769
Avances aux organismes de sécurité sociale	809	751	6 093	0	6 052	0	-41	0
Prêts à des Etats étrangers	0	1	272	485	333	200	61	-285
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	23	12	1	0	-22	-12
Comptes de commerce	280	190	32 164	34 251	32 132	34 108	-31	-143
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	82	7	551	512	578	551	27	39
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	13	106	99	100	95	-6	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 418	1 099	1 418	1 099	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	23	15	304	330	403	394	99	64
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	156	149	29 607	32 066	29 589	31 940	-17	-126
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	129	119	0	0	-129	-119
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	4	2	0	0	-4	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	5	30	24	44	29	14	5
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	0	15	0	0	0	-15	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	1	0	0	0	-1	0
Comptes d'opérations monétaires	683	589	1 434	1 635	1 433	1 605	-2	-30
Emission des monnaies métalliques	22	66	132	126	180	176	48	50
Opérations avec le Fonds Monétaire International	657	524	1 290	1 496	1 246	1 412	-44	-84
Pertes et bénéfices de change	4	0	12	13	7	17	-6	4
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 742	9 537	147 161	135 013	120 227	108 241	-26 933	-26 772
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 086	9 014	145 870	133 517	118 981	106 829	-26 889	-26 688

(1) Changement de libellé en 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2013
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	353	137	490
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	0	2
	Autres organismes à caractère financier	201	164	365
	Total organismes à caractère financier	565	302	867
	CEPL			
	Régions	1 425	-339	1 085
	Départements	5 029	-1 991	3 038
	Communes	20 110	-1 963	18 147
	Hôpitaux	4 252	274	4 526
	HLM	412	-29	383
	Autres CEPL	19 793	-649	19 144
	Total CEPL	51 021	-4 698	46 323
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 861	-341	10 519
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	319	2 680
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 006	2 030	4 036
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	315	971
	Total établissements publics nationaux	15 883	2 323	18 206
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 141	-3 475	11 666	
Communautés européennes	148	532	680	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	87	-11	76	
GIP	406	113	520	
EPLÉ	1 911	642	2 553	
Autres correspondants	11 271	597	11 868	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	87	-87	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 763	1 254	15 017	
Total Dépôts de fonds du Trésor	96 521	-3 762	92 759	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	1 103	-497	605
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	1 908	880	2 788
	Intérêts courus sur comptes à terme	4	-4	0
	Total Comptes à terme	3 015	378	3 393
Total Passif (A)		99 536	-3 384	96 152
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		1	0	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		99 536	-3 384	96 151



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2013
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 386 154	55 253	1 441 407
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	87 615	1 037 354
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	94 123	881 107
- <i>taux variable</i>	142 413	-4 090	138 323
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-45 223	224 592
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-46 064	213 449
- <i>taux variable</i>	9 906	807	10 713
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	12 861	179 461
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	235	-3	232
Dettes exigibles	235	-3	232
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-2	232
Autres emprunts (C)	5 796	-802	4 994
TOTAL (A+B+C)	1 392 185	54 448	1 446 633



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.